



HAL
open science

Les systèmes politiques en Asie centrale, vingt-huit ans après la fin de l'URSS

Catherine Poujol

► **To cite this version:**

Catherine Poujol. Les systèmes politiques en Asie centrale, vingt-huit ans après la fin de l'URSS. Les Études du CERI, 2020, 247-248, pp.33 - 38. 10.25647/etudesduceri.247-248.06 . hal-03455885

HAL Id: hal-03455885

<https://sciencespo.hal.science/hal-03455885>

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les systèmes politiques en Asie centrale, vingt-huit ans après la fin de l'URSS *par Catherine Poujol*

Issus d'une matrice intégrée islamo-soviétique disloquée en décembre 1991, les cinq Etats d'Asie centrale sont héritiers d'une séquence exogène commune d'environ un siècle et demi. Socialement homogénéisés par une politique soviétique des nationalités garante de la diversité ethnoreligieuse, ces pays ont été forgés par des projets idéologico-politiques identiques durant le xx^e siècle. Ils ont tous abordé une indépendance qu'ils n'ont pas choisie comme un choc inattendu auquel il fallait réagir de façon pragmatique. Les systèmes politiques mis en place depuis 1991 font partie des réponses apportées aux bouleversements de tous ordres auxquels ces pays sont confrontés depuis maintenant près de trente ans. Au moment où le paysage politique est une fois de plus bousculé par plusieurs événements – démission (sans réel départ) du président kazakh Nazarbaev en mars 2019 trois ans après le décès du président ouzbek Islam Karimov, autre grande figure politique de la région, conflits au sommet de l'Etat au Kirghizstan en août 2019 –, penchons-nous sur les évolutions comparées de ces systèmes politiques.

Des régimes autoritaires et néopatrimonialistes

Le poids de l'héritage soviétique est la première caractéristique qui s'impose à l'observateur. Dans tous ces Etats, il continue d'influencer fortement les pratiques politiques : maintien au pouvoir le plus longtemps possible du président élu au moment de la fin de l'URSS, ex-secrétaire général du parti communiste de la République (à l'exception du cas kirghiz), recours des élites politiques à la « boîte à outils soviétique » dans leur façon de communiquer ou de promouvoir leurs slogans politiques, accès aux postes de responsabilité réservés aux enfants, aux proches parents, aux amis d'enfance ou de jeunesse. Ces Etats ont tous mis en place des régimes de type néopatrimonialiste, fortement personnalisés, pratiquant le népotisme, « rentiers » car abusant de l'accès aux matières premières pour alimenter un enrichissement personnel.

Les cercles du pouvoir sont constitués par cooptation de proches des présidents, de membres influents de leurs « clans », clé de la stabilité des régimes¹. Le système de « don/contre-don, cooptation/népotisme » n'a pas faibli depuis la fin de l'URSS, bien au contraire, chaque individu étant pris dans un réseau d'obligations horizontales entre pairs et de préséance verticale qui l'oblige à comptabiliser très scrupuleusement les services qu'il rend et ceux dont il est redevable. La corruption est de règle, agissant à des échelles variables. Il n'est pas toujours simple de la différencier du système de « remboursement de faveurs ». Un certain nombre de postes « s'achètent », obligeant les titulaires à mobiliser

¹ N. Melvin, « Authoritarian pathways in Central Asia : A comparison of Kazakhstan, the Kyrgyz Republic and Uzbekistan », in Y. Ro'i (dir.) *Democracy and Pluralism in Muslim Eurasia*, Londres, Frank Cass, Cummings Center Series, 2004, pp. 119-142.

Carte 3
Les cinq Républiques d'Asie centrale



leur réseau pour rassembler les fonds qu'ils doivent ensuite restituer le plus rapidement possible, durant leur mandat dont ils ne maîtrisent pas la durée.

Les systèmes politiques d'Asie centrale sont en général désignés comme des régimes présidentiels forts, à l'exception de celui du Kirghizstan, décrit depuis 2010 comme semi-présidentiel. Ce pays accorde une place importante au Parlement, Jogorku kenesh (« Conseil suprême » en kirghize), mais le poids des députés-hommes d'affaires amène à nuancer l'idée d'une démocratie parlementaire. Dans les quatre autres Républiques, le président concentre tous les pouvoirs, arbitre les conflits internes, nomme et démet les ministres et les gouverneurs de région qui n'ont que des missions d'exécutants. Le rôle des conseillers qui sont en général jeunes et souvent très bien formés à l'étranger (sauf au Tadjikistan et au Turkménistan) est paradoxalement très important, même si leur âge contredit les traditions locales de respect absolu des anciens. Il est lié au fait que ces Républiques, à l'exception du Turkménistan, sont plus ou moins engagées dans le développement de l'e-gouvernement et du big data pour « connecter leurs villes » (et en améliorer « la sécurité »), et doivent recourir à des ressources humaines jeunes et formées aux technologies du numérique.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Chavkat Mirziyoev (septembre 2016), le régime ouzbek s'ouvre peu à peu : on note ainsi une amélioration du climat des affaires, l'annonce en octobre 2019 de son intention d'adhérer à l'Union économique eurasiennne, probablement

comme observateur dans un premier temps, et sa potentielle entrée dans l'OMC. Dans cette République qui est la plus peuplée d'Asie centrale (plus de 30 millions d'habitants), la succession s'est accompagnée d'une réelle « inflexion par rapport à la trajectoire suivie par Karimov »² : le président Mirziyoev mène une politique de rupture avec celle de son prédécesseur, notamment envers ses voisins régionaux, les investisseurs étrangers et les nombreux touristes (suppression des visas pour les ressortissants européens), qui se manifeste également par l'instauration d'un « dialogue informatif » avec ses concitoyens³ et des réformes sociales bien nécessaires. Mais la nature du régime demeure autoritaire avec un contrôle du pouvoir sur les secteurs économiques majeurs du pays.

Des espaces politiques sous contrôle

L'alternance politique est un obstacle qui reste infranchissable. Au Tadjikistan, le président Emomali Rahmon est au pouvoir depuis 1992. Dans trois autres Etats de la région, le changement au plus haut niveau du pouvoir ne s'est opéré qu'à la suite de décès ou de maladies. Au Turkménistan et en Ouzbékistan, la mort du chef de l'Etat – respectivement Saparmurad Niyazov, au pouvoir de 1985 à 2006, et Islam Karimov, président de 1991 à 2016 – l'a imposé. Au Kazakhstan, l'âge et sans doute la montée des tensions sociales ont conduit le président Nazarbaev à démissionner le 19 mars 2019. Le changement se fait dans la continuité. Saparmurad Niyazov a été remplacé par Gurbanguly Berdimuhamedov, un ami proche (son dentiste), Islam Karimov par l'homme qui avait été son Premier ministre de 2003 à 2016, Chavkat Mirziyoev. Noursultan Nazarbaev ne disparaît pas du champ politique : il demeure au cœur du pouvoir et des médias. Il reste président du parti gouvernemental Nur Otan et président à vie du Conseil national de sécurité. Il a soutenu l'élection en juin 2019 à la présidence de Kassym-Jomart Tokaev, ancien président du Sénat dont le poste est à présent occupé par sa fille. Et le 21 octobre, il a annoncé qu'il tenait à discuter des nominations de certains cadres avec le président Tokaev. Le Kazakhstan présente donc le cas rare d'un président en exercice épaulé par le « premier président ».

L'exception dans la région est constituée par le Kirghizstan qui compte actuellement son cinquième président depuis 1991, Sooronbaï Jeenbekov. Avant lui, le pays a connu deux révolutions et une femme présidente par intérim entre 2010 et 2012. En 2010, la « révolution d'avril » a entraîné un changement de système politique : le pays a troqué un régime présidentiel contre un régime semi-présidentiel offrant une place plus importante au Parlement et à son chef. Les événements du mois d'août 2019, avec l'arrestation brutale de l'ex-président Almazbek Atambaev, qui avait pourtant œuvré pour l'élection de son successeur, montrent le glissement du pays dans une spirale d'incertitude, avec un notoire désenchantement de

² J. Thorez, « L'Ouzbékistan après Islam Karimov : continuité institutionnelle et changements structurels », in A. de Tinguy (dir.) *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n°241-242, février 2019, p. 23.

³ S. Schiek, « Uzbekistan's transformation from an "old" to an "upgraded" autocracy », *European Formation*, Vol. 385, n° 1, 2018, pp. 87-103 ; T. Dadabaev, « Uzbekistan as Central Asian game changer ? Uzbekistan foreign policy construction in post-Karimov era », *Asian Journal of Comparative Politics*, Vol. 4, n° 2, 2019, pp. 162-175.

la population envers la politique. Dans ce pays, le remplacement rapide des ministres et des vice-ministres est récurrent, corrélé aux changements de présidents.

Selon les Constitutions mises en place après 1991, certains de ces régimes pourraient se démocratiser du moins formellement. Les modèles parlementaires et législatifs kazakh et surtout kirghize se sont inspirés des systèmes occidentaux, notamment de la Constitution de la V^e République française. Au Kirghizstan, la dernière Constitution a instauré en 2010 un mandat présidentiel de six ans non renouvelable. Il n'est pas exclu que le pouvoir actuel œuvre pour un changement constitutionnel afin de rétablir la possibilité d'effectuer un second mandat. Mais dans la pratique, sauf au Kirghizstan, le pluralisme politique est resté très limité, voire inexistant, et l'espace politique étroitement contrôlé.

Au Kazakhstan, la Constitution de 1995 prévoit un pluripartisme, mais aux côtés du parti du Président, Nur Otan, seul le Parti communiste populaire du Kazakhstan a fait son entrée au Parlement en 2012 avec sept sièges conservés lors des législatives de 2016, à l'occasion desquelles on a noté une légère progression des voix. Au Tadjikistan, à la suite de la guerre civile (1992-1996), un parti islamiste modéré d'opposition, le Parti de la renaissance islamique (PRI), a été intégré dans le gouvernement mais, accusé de terrorisme, il a été interdit en 2015 et ses membres emprisonnés. Quelques députés du parti communiste sont élus au Parlement, mais leur présence est insignifiante. En Ouzbékistan, le multipartisme est autorisé et cinq partis dont un parti écologiste (créé en septembre 2008, il compte quinze sièges sur les cent cinquante du Parlement) sont enregistrés, outre celui du président, le Parti démocrate populaire. Mais tous sont progouvernementaux. Et les deux partis d'opposition apparus durant la perestroïka, Birlik et Erk, sont toujours interdits. Au Turkménistan, la situation a légèrement évolué depuis l'arrivée au pouvoir de Gurbanguly Berdymammedov. Une loi de 2012, qui autorise une certaine dose de pluripartisme, a entériné l'existence du Parti des industriels et des entrepreneurs qui a participé à l'élection présidentielle de décembre 2013. Mais ces changements sont de façade, ils n'empêchent pas le renforcement du pouvoir du président. En 2017, malgré la forte crise économique subie par le pays, le président sortant a été réélu pour un troisième mandat avec 97,67 % des suffrages exprimés.

En dépit d'un certain nombre de réformes, le système judiciaire reste lui aussi contrôlé par le pouvoir politique, à des degrés divers selon les Etats. Au Kazakhstan, le Conseil judiciaire suprême, qui nomme les juges, est désigné par le président. En Ouzbékistan malgré la libération de plusieurs milliers de prisonniers politiques depuis l'arrivée à la présidence de Chavkat Mirziyoev, le système reste dépendant du pouvoir. Dans ce domaine comme dans d'autres, c'est au Kirghizstan que les réformes sont les plus avancées, sous l'égide de nombreuses ONG qui œuvrent à cet effet depuis des années.

La liberté d'expression est limitée dans tous les cas, avec plus ou moins d'intensité selon les Etats. Au Turkménistan, le contrôle des médias et d'Internet est total : la presse est complètement au service du pouvoir, la critique totalement réprimée, l'accès à Internet par satellite est restreint, celui au territoire interdit aux médias étrangers. Le pays arrive dernier, après la Corée du Nord, des 180 pays étudiés par Reporters sans frontières (classement 2019 de la liberté de la presse). Au Kirghizstan, où le nombre de médias est important notamment sur Internet et à travers le réseau câblé de télévision, le contrôle est relatif avec des fluctuations

au cours des dernières années. En Ouzbékistan, où le nouveau pouvoir souhaite favoriser le retour du pays dans la mondialisation économique, on constate un assouplissement. Certaines critiques des autorités régionales sont désormais possibles dans les médias, Radio Free Europe/ Radio Liberty et la BBC ont été autorisées à émettre et des experts de l'ONG Human Rights Watch ont été admis dans le pays.

La difficile gestion de l'opposition et de la contestation

Les difficultés à opérer des transitions politiques sont entre autre liées au fait que les pays d'Asie centrale, héritiers du système soviétique, n'ont aucune pratique de la gestion de l'opposition. Le déclenchement des crises sociales est toujours imputé à une manipulation venue de l'extérieur, à la fameuse théorie du complot, ou plus récemment aux phénomènes mondiaux du terrorisme islamiste. Et leur résolution se fait dans la violence politique. Dans le cas rare où un leader charismatique est identifié, comme cela s'est produit au Kazakhstan, on lui propose éventuellement un poste au gouvernement ou un poste d'ambassadeur équivalent à un exil à l'étranger (ce fut la situation pendant vingt ans de l'intellectuel Oljas Sulemeynov, fondateur du mouvement antinucléaire Nevada-Semipalatinsk).

Au Turkménistan, l'opposition n'est pas tolérée et ne s'exprime qu'à travers des médias diffusant à l'étranger. De nombreux Turkmènes sont privés du droit de quitter le territoire même en cas d'urgence médicale. Le Tadjikistan, seul pays à avoir introduit une dose de représentation de l'opposition islamiste à travers le Parti de la renaissance islamique⁴, selon les accords de paix conclus à la fin de la guerre civile en 1996, y a renoncé, nous l'avons vu, en 2015. Depuis, dans un climat de tension croissante et de « salafisation de la société », la traque aux éléments radicalisés a lieu à tous les niveaux de la société, elle a conduit régulièrement à des émeutes dans les prisons et à des départs dans les rangs de l'Etat islamique, jusqu'à sa défaite au Levant.

Au Kazakhstan et au Kirghizstan, les personnes suspectées de terrorisme, ainsi que celles qui sont considérées comme dangereuses pour la stabilité du régime, sont arrêtées, ce qui favorise l'emprise croissante de la sensibilité conservatrice et fondamentaliste. Le nombre d'attentats terroristes qui ont eu lieu ces dernières années en Asie centrale est resté faible. Cela n'empêche pas les gouvernements ouzbek, kazakh et kirghize de dénoncer les menaces du terrorisme et de l'extrémisme comme majeures pour leur sécurité nationale⁵ et de traiter avec précaution la question du retour des djihadistes.

*

* *

⁴ D. Dagjev, *Regime Transition in Central Asia : Stateness, Nationalism and Political Change in Tajikistan and Uzbekistan*, Londres/New York, Routledge, 2014.

⁵ S. Kushkumbaev, A. Reshetnyak, « Les conséquences du radicalisme et du terrorisme en Asie centrale aujourd'hui », *Orients stratégiques*, numéro spécial « Asie centrale », à paraître en 2020.

Les mutations politiques qui se sont opérées en Asie centrale au cours des trente dernières années sont réelles : au Kirghizstan, un régime pluraliste a été mis en place, en Ouzbékistan, des réformes sont menées à un rythme soutenu depuis 2016. Mais elles restent encore limitées : au Turkménistan, au Tadjikistan, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, à des degrés divers, les systèmes politiques demeurent autoritaires, ce qui rend difficile l'émergence de sociétés civiles. Dans tous les pays de la région, on observe une fracture en deux parties de la classe moyenne urbanisée, l'une laïque, encore plus ou moins pro-occidentale, et l'autre, ré-islamisée en mode conservateur ou fondamentaliste, antioccidental, voire antiélites nationales ; ainsi qu'une radicalisation des points de vue, des discours et des pratiques, avec d'une part un désamour vis-à-vis du politique et un dégoût de la corruption, et d'autre part un poids croissant du religieux, sous sa forme conservatrice. L'islam, majoritaire dans ces pays, est convoqué comme système de valeurs face à un monde occidental jugé comme un contre-modèle. Dans leur grande majorité, les populations considèrent toujours que le pouvoir devrait être incarné par un homme fort et sont plus sensibles au mot d'ordre de justice sociale qu'à celui de démocratie. Elles sont néanmoins suffisamment pragmatiques pour savoir s'y référer quand il le faut⁶.

⁶ L'auteur remercie les stagiaires 2019 de l'IFEAC pour leur contribution à la préparation de cet article.

Pour citer ce chapitre : Catherine Poujol, « Les systèmes politiques en Asie centrale, vingt-huit ans après la fin de l'URSS », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2019/Les Etudes du CERI*, n° 247-248, février 2020 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].